

Le troisième trimestre 2026 a une nouvelle fois été marqué par un environnement mouvementé. Après l'espoir suscité en juin par l'accord entre les Etats-Unis et l'Iran, la reprise des hostilités a rapidement remplacé le Moyen-Orient et le pétrole au centre des préoccupations. Le détroit d'Ormuz puis, plus largement, la mer Rouge et le détroit de Bab el-Mandeb sont redevenus des zones de tension majeures pour l'approvisionnement mondial en énergie. Chaque menace ou incident a provoqué une remontée rapide du prix du pétrole tandis que chaque espoir de négociation a entraîné une détente tout aussi importante. Cette volatilité a ravivé les craintes inflationnistes et compliqué la tâche des banques centrales.

Aux Etats-Unis, le ton de la Réserve fédérale américaine (Fed) s'est durci. La lutte contre l'inflation restant prioritaire pour la Fed dans une économie toujours résistante, celle-ci a finalement relevé ses taux de 0,25% en septembre, portant leur fourchette à 3,75%-4%. Il s'agissait de la première hausse depuis 2023. La décision était largement anticipée mais son caractère unanime et la fermeté affichée par Kevin Warsh, président de la Fed, ont rassuré les marchés sur la crédibilité de la banque centrale. Malgré les appels répétés de Donald Trump en faveur de taux plus bas, la Fed a ainsi clairement réaffirmé son indépendance. Une nouvelle hausse de taux reste possible en 2026 si l'inflation ne ralentit pas suffisamment.

À l'approche des élections de mi-mandat du 3 novembre, le contexte politique américain ajoute une source importante d'incertitude. L'ensemble de la Chambre des représentants et un tiers du Sénat seront renouvelés, avec à la clé le contrôle du Congrès pour les deux dernières années du mandat de Donald Trump. Le résultat pourrait donc influencer sensiblement sa capacité à mener sa politique économique, budgétaire et commerciale.

En Europe, la Banque centrale européenne (BCE) a également poursuivi son resserrement monétaire. Après une première hausse en juin, elle a de nouveau relevé en septembre son taux de dépôt à 2,5%. La remontée des prix de l'énergie maintient l'inflation sous pression et les économistes anticipent désormais une possible nouvelle hausse de 0,25% en décembre. Christine Lagarde, présidente de la BCE, a rappelé que les perspectives restaient très incertaines, avec des risques haussiers pour l'inflation mais aussi baissiers pour la croissance.

Cette nouvelle donne monétaire a été particulièrement visible sur les marchés obligataires. Aux Etats-Unis, le rendement des emprunts d'Etat à 10 ans a dépassé 5%, atteignant son plus haut niveau depuis 2007, tandis que les taux ont également progressé en Europe. La persistance de l'inflation, la hausse des prix de l'énergie et les inquiétudes entourant les finances publiques ont conduit les investisseurs à exiger une prime de risque plus élevée. Le volume important de nouvelles émissions obligataires, y compris celles destinées à financer les investissements massifs dans l'intelligence artificielle (IA), a également accentué la pression sur les taux longs.

Malgré ce contexte moins favorable, les marchés actions ont une nouvelle fois fait preuve d'une remarquable résilience. Aux Etats-Unis, le S&P 500 et le Nasdaq ont inscrit de nouveaux records, soutenus par des résultats d'entreprises solides et par l'enthousiasme toujours très présent autour de l'IA. Les investissements dans les centres de données, les semi-conducteurs et les infrastructures numériques continuent de progresser à un rythme exceptionnel.

Cette dynamique n'a toutefois pas été un long fleuve tranquille. Les valeurs technologiques ont connu plusieurs épisodes de forte volatilité, les investisseurs s'interrogeant sur la rentabilité future des sommes colossales engagées dans l'IA. Les valorisations élevées rendent également les marchés beaucoup plus exigeants. Pour l'instant, la forte croissance des bénéfices permet néanmoins aux grands indices américains de bien résister à la remontée du coût de l'argent.

En Europe, les marchés ont également bien résisté mais dans un contexte plus contrasté. Les valorisations restent globalement plus raisonnables qu'aux Etats-Unis mais la remontée des taux, le coût de l'énergie et les inquiétudes budgétaires ont pesé sur certains marchés, notamment en France.

Du côté des matières premières, le pétrole est resté le principal baromètre du risque géopolitique, avec de fortes variations au gré des développements au Moyen-Orient. En cette fin de trimestre, l'absence de désescalade entre Washington et Téhéran et la paralysie persistante du détroit d'Ormuz maintiennent les prix de l'or noir à un niveau élevé (+61,1% depuis le début de l'année). Les marchés continuent d'espérer une reprise des négociations mais semblent désormais intégrer des perturbations plus durables de l'approvisionnement en hydrocarbures. L'or a connu une évolution plus contrastée, pénalisé par la remontée des taux (-3,8% depuis début 2026). Le dollar a, de son côté, retrouvé du soutien avec le durcissement de la Fed (+3,5% cette année).

Ce troisième trimestre aura rappelé que le retour de l'argent cher change la donne. Les marchés actions ont jusqu'ici bien résisté grâce à la solidité des bénéfices et à la dynamique de l'intelligence artificielle mais des taux durablement élevés, un pétrole volatil et des finances publiques plus fragiles imposent davantage de sélectivité. Dans ce contexte toujours incertain, une approche équilibrée, diversifiée et privilégiant la qualité des actifs reste plus que jamais de mise.

Évolution des principaux marchés en 2026

	Septembre 2026	2026 YTD
EURO STOXX 50	-2,35%	8,25%
STOXX Europe 600	-2,49%	7,21%
BEL 20	-3,91%	10,39%
S&P 500	-0,45%	11,77%
S&P 500 Equal Weight	-5,18%	8,57%
NASDAQ 100	3,23%	20,43%
NIKKEI 225	0,67%	32,61%
HANG SENG	-3,73%	-3,97%
MSCI EMERGING	-0,84%	21,40%
MSCI WORLD	-1,31%	10,66%

Charles BOK
Administrateur délégué

Fabien PLANCQ
Senior Wealth Manager